

Il n'y a aucune fatalité au matraquage fiscal !

2 min · Rassemblement National

2,40 euros le litre de gasoil, voilà ce que vous payez aujourd'hui lorsque vous devez faire le plein de votre voiture. Et je veux le rappeler, même si beaucoup de nos politiciens l'oublient, pour beaucoup d'entre vous, prendre sa voiture n'est pas un luxe ni même un choix. C'est une nécessité pour vivre, pour aller travailler, pour emmener ses enfants à l'école, pour faire ses courses, ou parfois simplement pour accéder à un médecin ou un service public. Depuis l'intervention américaine lancée par le président Trump en Iran, les prix à la pompe ont explosé. Face à cette situation, le gouvernement distribue des chèques, il multiplie les aides ponctuelles et poursuit une politique de saupoudrage qui sur le fond ne règle rien. Avec Marine, nous défendons une autre voie. Nous défendons une mesure simple et immédiate, la baisse des taxes sur le carburant. Cette baisse que nous proposons permettrait de rendre plus de 40 centimes par litre au français. Sur un plein de 50 litres de gasoil, cela représente environ 20 euros. 20 euros qui resteraient dans votre portefeuille. Cette mesure est possible. Elle représente moins de 1%, moins de 1 % des 1700 milliards d'euros de dépenses de l'État chaque année. C'est donc là encore une question d'économie, une question de choix et de priorité. Est-ce que l'État veut continuer à étrangler toujours davantage les Français qui travaillent, ou est-ce qu'il accepte enfin de leur rendre une partie de cet argent dûment gagné par la France qui se lève tôt ? Je reviens tout juste du Parlement européen à Strasbourg, où nous avons été amenés à voter les dispositions

qui encadrent le fonctionnement de l'ETS2. Je sais que cet acronyme ne vous dit rien, mais il cache un mécanisme qui va avoir des conséquences très concrètes dans votre vie quotidienne.

Ainsi, à partir de 2028, lorsque vous ferez votre plein, au prix du carburant et aux taxes que vous payez déjà, viendront s'ajouter le coût de ce nouveau mécanisme carbone, qui, selon les études, devrait renchérir en France, le coût de l'essence de 15 centimes par litre. Il est purement stupéfiant qu'au moment où les Français n'arrivent plus à faire le plein, l'Union européenne en renchérisse encore le coût, et c'est précisément ce que nous refuserons toujours. Lors du vote cette semaine, les eurodéputés du RN ont été les seuls à s'opposer à ce texte. À Paris comme à Bruxelles, nous refusons que les automobilistes soient considérés comme une vache à lait. Mes chers compatriotes, je connais les inquiétudes, je connais vos angoisses, celles que provoque la situation que nous vivons, mais je veux vous dire qu'il n'y a aucune fatalité à ce matraquage fiscal. Ce sont là encore des choix politiques, et en 2027, les Français auront d'autres choix. Le choix de réduire le gaspillage d'argent public, le choix de réduire la fiscalité punitive, le choix de rendre justice à la France du travail.